

Les transformations récentes du monde ouvrier

NICOLAS RENAHY

Les résultats du dernier recensement donnent à voir un monde ouvrier dont l'importance numérique continue de diminuer et dont les différences internes apparaissent criantes. Le récent renouvellement de la sociologie ouvrière permet d'apporter un éclairage sur cet univers devenu presque invisible. La modification des structures d'emploi et la recomposition du monde ouvrier qui s'en est suivie, la transformation de la nature du travail qui tend à rapprocher les pratiques de travail ouvrier de celles des employés, s'accompagnent d'une fragilisation de statut. L'ampleur de ces modifications a eu des contrecoups sur l'ensemble du mode de vie ouvrier et entraîné une profonde crise de reproduction. Va-t-on ainsi vers la disparition d'un monde qui a longtemps été considéré comme le fer de lance des « classes dangereuses » ?

Les actifs ouvriers étaient plus de 7 millions en 1982 et 6,5 millions en 1990. En 1999, leur nombre est passé juste en dessous des 6 millions d'actifs : en à peine dix ans, la catégorie socio-professionnelle « ouvriers » a ainsi perdu 10 % de ses effectifs, principalement chez les non-qualifiés [1].

Toutefois, « on assiste aujourd'hui à une recomposition du monde ouvrier bien davantage qu'à un véritable déclin » [2]. C'est ce qui ressort de l'évolution du rapport entre les trois groupes principaux (ouvriers de l'industrie, ouvriers de l'artisanat, chauffeurs et ouvriers du transport, du magasinage et de la maintenance) qui rendent compte de l'hétérogénéité et de la diversité traditionnelles de la classe ouvrière (encadré p. 2).

Figure de la classe ouvrière des années 70, le groupe des ouvriers non qualifiés (ONQ) constitue un bon indice de l'évolution d'ensemble de la classe ouvrière. Il représentait en effet plus de 3 millions d'actifs en 1982 contre seulement 2,2 millions en 2001 (tableau 1), et ce malgré une augmentation de 300 000 actifs depuis 1994, due à un certain renouveau de l'industrie (tableau 2). C'est dire l'ampleur de l'effet des années de crise, mesurée ici entre 1982 et 1994 : plus d'un million d'ONQ perdus en douze ans. C'est dire également la profondeur de la recomposition du monde ouvrier, puisque les ouvriers spécialisés (OS) de la grande industrie ne sont plus, en 2001, les plus nombreux, dépassés aujourd'hui par le « groupe » des manutentionnaires et des ONQ du

VOUS AVEZ DIT « CLASSE OUVRIÈRE » ?

Un serpent de mer, l'extinction de la classe ouvrière... Dans leur *Sociologie de l'emploi* paru aux éditions La Découverte, 1993, Emmanuèle Reynaud et Margaret Maruani ironisaient sur cette fin « mille fois annoncée mais jamais établie ». C'est que le terme de classe sociale est à la fois le fruit d'une construction théorique, d'un positionnement idéologique, mais aussi d'interactions quotidiennes entre « semblables » (ceux que l'on fréquente régulièrement et dont on se sent proche) et « dissemblables » (ceux qui appartiennent à d'autres mondes sociaux, auxquels on se trouve confronté et contre lesquels se construit l'être social).

La disparition de la classe comme univers idéologique fait aujourd'hui consensus, de même que la revendication d'appartenance à la classe ouvrière est en nette diminution (ce que montrent les enquêtes d'opinion du Cevipof, le Centre d'études de la vie politique française). De ce fait, la pertinence théorique du concept est justement remise en cause et fait aujourd'hui débat dans les sciences sociales. Si la classe ouvrière « subjective », « pour soi » n'est plus fédératrice et constitue de moins en moins une ressource pour l'individu, l'existence de la classe ouvrière « objective » (la classe « en soi », basée sur les caractéristiques sociales de position) persiste. Mais le caractère passionnel et idéologique du terme conduit à ne l'utiliser qu'avec précaution pour caractériser le monde ouvrier contemporain. Stéphane Beaud et Michel Pialoux, qui se sont longuement penchés sur la « condition ouvrière » [8], ont récemment interprété son évolution comme relevant d'une transformation de la classe « sujet » en classe « objet » [12]. Faisant référence à l'analyse de la paysannerie faite par Pierre Bourdieu dans les années 1950-1960, ils décrivent son écartement progressif et discret du débat politique, en même temps que la perte de ses élites, ces « ouvriers qualifiés qui formaient le fer de lance du groupe et l'ossature des sections syndicales d'entreprises ». Sans « nous » collectif, elle tend à être réduite à une simple donnée statistique. Dépossédée de son travail, méprisée pour son mode de vie, oubliée de ses représentants, la classe n'a plus « la classe ».

transport. Comme ceux de l'industrie légère, du bâtiment et des travaux publics (BTP), de la mécanique et du travail des métaux, ce sont eux qui, en premier lieu, ont subi de plein fouet la crise économique des années 80 à travers les fermetures (ou restructurations) qu'ont connues les régions industrielles traditionnelles du nord et de l'est de la France.

très spécifiques dans les industries agro-alimentaires, la viticulture, l'agencement et l'isolation par exemple. Cette modification de la nature du travail ouvrier contribue à rendre l'ensemble du groupe moins visible, car la force de la classe ouvrière s'exprimait jusqu'aux années 70 au sein d'une industrie tayloriste dominante, où ses différents membres se

trouvaient de fait unis par une même expérience hiérarchique du travail. Or, la plupart des ouvriers travaillent désormais dans un environnement plus artisanal, à l'intérieur duquel les rapports sociaux sont plus personnalisés. Cette évolution tend à rapprocher les pratiques de travail des ouvriers de celles des employés, et s'accompagne d'une fragilisation du statut de l'ensemble des catégories populaires.

Ouvriers et employés confondus, l'Insee relève en effet qu'au cours de ces vingt dernières années, « dans toutes les professions non qualifiées, les conditions d'emploi se sont fortement dégradées » [3]. Cette évolution est principalement due au développement du sous-emploi, des contrats courts et d'une déqualification au travail. Sous-emploi : en 2001, 30 % des salariés non qualifiés sont employés à temps partiel, tandis que « pour près d'une personne sur deux, cet emploi à temps partiel est contraint : elles souhaiteraient travailler davantage ». Contrats courts : les CDD, intérim et stages représentaient 4 % des emplois non qualifiés en 1982, ils en représentent aujourd'hui 17 %. Déqualification : 31 % de salariés embauchés pour un travail qui ne requiert officiellement pas de qualification sont en réalité titulaires d'un CAP ou d'un BEP, 10 % possèdent un bac.

La dégradation des conditions d'emploi se double d'une insatisfaction au travail grandissante. Conjuguées, ces

UN GROUPE MOINS VISIBLE

« En deux décennies, note Éric Maurin, la classe ouvrière a perdu une partie importante du socle qui fut le sien jusque dans les années 60 pour se disperser dans des univers professionnels moins hiérarchiques et moins structurés, beaucoup plus proches de celui des prestataires de services que de celui des ateliers de production. » [2] La baisse des métiers strictement liés à la production a, en effet, favorisé une diversification des métiers ouvriers avec l'accroissement des effectifs des ouvriers du tri et de l'emballage, des conducteurs (d'engins, de transports en commun), des livreurs, des jardiniers ou de secteurs demandant des qualifications

TABLEAU 1

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE PROFESSIONNELLE ENTRE 1982 ET 1999				
Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (en milliers)			Évolution 1990-99 (en pourcentage)
	1982	1990	1999	
Agriculteurs	1 466	1 005	627	- 38
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	1 815	1 752	1 525	- 13
Cadres et professions intellectuelles supérieures	1 860	2 603	3 023	+ 16
Professions intermédiaires	3 784	4 464	5 318	+ 19
Employés	5 502	5 899	6 655	+ 13
Ouvriers	7 044	6 546	5 905	- 10
Ouvriers qualifiés	3 686	3 725	3 497	- 6
Ouvriers non qualifiés	3 089	2 586	2 163	- 16
Ouvriers agricoles	269	236	245	+ 3.8

Source : Insee, Recensements de la population.

deux logiques ont abouti à l'émergence puis à la généralisation du « salarié de la précarité » de la fin du XX^e siècle tel que Serge Paugam l'a étudié [4]. C'est ce type de salariat caractéristique des nouvelles formes de l'insertion professionnelle que ressentent particulièrement les « nouveaux » ouvriers.

TAILLE DES ENTREPRISES...

L'un des points importants permettant de comprendre les transformations de l'industrie et du monde ouvrier contemporains est l'évolution de la taille des usines, qui change profondément l'expérience quotidienne du travail ouvrier. Les tendances structurelles de la démographie d'entreprise vont du grand au petit : entre 1975 et 1996, la part des établissements du secteur industriel de plus de 200 salariés est passée de 54,4 % à 39,7 %. Parmi les plus petits établissements, la part de chacun est en constante augmentation, avec une proportion qui double quasiment pour les établissements de moins de 9 salariés (tableau 3) : il y a donc une modification profonde du cadre de travail. Comme en ce qui concerne l'évolution de la nature de l'emploi ouvrier, la démographie industrielle paraît ainsi se rapprocher des logiques du secteur tertiaire avec l'apparent « appel d'air » de l'artisanat.

Certes, la part croissante des petites et moyennes entreprises (PME, moins de 500 salariés) dans le tissu industriel peut laisser présager une disparition progressive des effets « pervers » de la grande industrie tayloriste (travail à la chaîne, rapports de travail conflictuels car nettement structurés et hiérarchisés). Mais la tendance à l'augmentation de la part des PME s'accompagne du rôle prépondérant pris par de grands groupes industriels et financiers dont dépendent de plus en plus les petites unités. Les travaux de l'Insee ont ainsi montré que le nombre d'entreprises contrôlées par des groupes a presque quintuplé entre 1980 et 1995 (de 9 200 à 44 700). Les constructeurs automobiles, par exemple, ne réalisent à présent eux-mêmes qu'un quart

TABLEAU 2

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DES OUVRIERS NON QUALIFIÉS (ONQ) ENTRE 1982 ET 2001

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs 2001 (en milliers)	Évolution (en milliers)	
		1982-1994	1994-2001
ONQ des transports, manutentionnaires	413	+ 35	+ 79
ONQ de l'industrie et de process	383	- 218	+ 56
Ouvriers d'entretien	377	+ 64	+ 53
ONQ de la mécanique et du travail des métaux	297	- 249	+ 70
ONQ du BTP	286	- 261	+ 18
Ouvriers agricoles	245	- 75	+ 29
ONQ des industries légères	104	- 264	- 39
Apprentis et ONQ divers	76	- 51	- 3
ONQ de l'électronique et de l'électricité	66	- 75	+ 15
Ensemble	2 247	- 1 093	+ 277

Source : Enquêtes emploi 1982, 1994 et 2001, [3].

environ de la construction d'un véhicule mais contrôlent néanmoins plus ou moins directement toutes les petites entreprises de la filière qu'ils ont créée.

... ET NATURE DU TRAVAIL OUVRIER

L'accroissement des petites structures industrielles, affiliées à des « filières » (textile, automobile, agroalimentaire, etc.), ne correspond pas systématiquement à une diversification des modes de gestion de la main-d'œuvre, ni à un rôle croissant de rapports de travail plus « humanisés ». Bien au contraire, on peut observer une aggravation des conditions de travail, d'autant plus invisible qu'elle s'opère dans de multiples unités de production au sein desquelles l'implantation syndicale et les inspections du travail sont rendues plus difficiles. Les (trop rares) enquêtes sociologiques de terrain réalisées insistent fortement sur l'intensification de la productivité au travail en même temps que sur l'individualisation de chaque « opérateur » (terme qui « décline » progressivement celui d'ouvrier). Bien sûr, certains secteurs ou entreprises industrielles sont encore suffisamment protégés par un cadre syndical ou une culture de métier forte pour continuer à imposer la force du collectif ouvrier, comme dans l'électricité par exemple [6]. Mais ces quelques situations sont trop rares pour ne pas faire penser à de simples résurgences d'un temps

aujourd'hui révolu. L'ouvrier perd ce qui lui reste de son indépendance au travail et subit directement les contraintes de production en juste-à-temps (flexibilité de ses horaires, périodes de débauche pour les intérimaires).

Quant au mode d'organisation des ateliers, le travail à la chaîne s'est perfectionné. On parle à présent de « lignes », et sur les plus modernes les « opérateurs » avancent sur un tapis roulant en même temps que le produit confectionné. Du point de vue de l'investissement et de la participation des ouvriers, le « toyotisme » a succédé au taylorisme, signifiant qu'il leur est demandé de trouver eux-mêmes les astuces qui favoriseront un gain de temps dans l'enchaînement des gestes productifs (via le développement des « boîtes à idées » et « cercles de qualité »). La structure hiérarchique devient plus voilée, mais elle est toujours bien réelle.

À partir du cas des équipementiers automobiles, Armelle Gorgeu et René Mathieu relèvent ainsi « les ambiguïtés de la proximité » propres à ces établissements, où « l'organisation de la production économe et flexible » est toute entière orientée vers la satisfaction du groupe qui contrôle [7]. Ce contrôle aboutit à une même logique de gestion de la main-d'œuvre, perceptible on l'a vu dans les types de contrats ou les modes de domination au travail, mais aussi dans les recrutements effectués (femmes, titulaires d'un bac général). Pour des raisons de coûts d'implantation et de main-d'œuvre, ces usines se

trouvent souvent en pleine campagne, où elles viennent à la rencontre d'un personnel de production majoritairement jeune (moins de 30 ans), souvent féminin, possédant un niveau scolaire de formation générale et n'ayant de préférence pas de culture industrielle et syndicale. Une sélection drastique à l'embauche vise à s'assurer de la capacité de compréhension des contraintes productives en juste-à-temps par l'individu, à savoir pour ce qui le concerne polyvalence et disponibilité. Cette dernière est rapidement testée par une demande de travail posté, la nuit ou le week-end (le travail féminin de nuit est autorisé depuis 1993). Un directeur d'une usine bretonne confie ainsi : « Les gens [d'ici] sont d'une grande honnêteté et ont des valeurs ; ils comprennent les choses et on peut faire avec eux du management osé. » [7] Ce type de « management osé » s'adapte peu ou prou à l'ensemble du monde ouvrier : une étude de l'Insee et du ministère du Travail de 1991 montrait qu'en 1984, 31 % des ouvriers étaient soumis à des délais de production à respecter dans la journée. En 1990, ce taux s'élevait déjà à 60 %... Finalement, ce sont les PME qui contribuent aujourd'hui le plus à la création d'emplois nouveaux... mais elles sont également les plus « destructrices » d'emplois anciens [5].

LA FIN DES COLLECTIFS DE TRAVAIL

La période des trente glorieuses avait ouvert un champ des possibles jusqu'alors inenvisagé par les familles ouvrières : accession à la propriété, accès aux loisirs et à la consommation de masse. La démocratisation scolaire de la fin des années 80 a parachevé cette ouverture, et les enfants d'ouvriers furent dès lors porteurs de tous les espoirs d'ascension sociale. Mais la crise économique de la fin des années 70 a perduré. D'abord confrontées au chômage, les familles ouvrières ont vu parallèlement s'enrayer les systèmes de promotion interne propres à beaucoup d'usines, alors même que les salaires stagnaient. Le *Retour sur la condition ouvrière* qu'ont effectué Stéphane Beaud et Michel Pialoux [8] démontre bien, à partir du cas des ouvriers des usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard, que c'est d'abord

dans les ateliers que se pose le problème du renouvellement de la classe ouvrière. Progressivement au cours des années 80 et 90, les réorganisations de l'usine scindent les groupes de travail constitués, délocalisent certaines unités de production pour contourner les résistances ouvrières. Lorsque le renouvellement de la main-d'œuvre non qualifiée s'opère autour de 1990, il est essentiellement réalisé par l'embauche d'intérimaires, jeunes sortis prématurément du système scolaire sans qualifications, recrutés dans un bassin d'emploi très large. Du point de vue de leur position, qui est celle d'une insertion professionnelle difficile, l'objectif est l'obtention d'un « vrai » contrat (à durée indéterminée), et leur vigueur à l'usine contraste brutalement avec la lassitude des OS recrutés durant les années 70. Une dichotomie « jeunes » / « vieux » apparaît brutalement, qui handicape l'insertion des premiers dans l'atelier et décline les seconds, puisqu'à l'arrivée des intérimaires correspond un fort accroissement des cadences et une crise du militantisme.

Au cours de la période, la soumission propre aux postes de production, trait caractéristique de la classe ouvrière « objective », s'aggrave donc, en même temps que les salaires stagnent et que le système des primes se systématisait. Ce dernier contribue à individualiser le rapport de l'agent à la hiérarchie et permet de passer outre le collectif ouvrier : la prime rétribue la personne, elle entre

mal dans les catégories de revendications de salaire collectives basées sur un système de qualification et d'ancienneté dans l'entreprise sur lequel chacun se positionne.

Mais nous avons vu que la précarisation du travail prend pour forme une instabilité croissante de l'emploi, devenu plus volatile. Cette caractéristique de l'économie contemporaine – qui dépasse bien sûr le seul cas des ouvriers – vient toucher au fondement même de la culture ouvrière.

LA CULTURE OUVRIÈRE FACE AUX TRANSFORMATIONS DE L'EMPLOI

La généralisation de l'expérience du chômage ouvrier au cours de la décennie 80 n'est pas que perte de salaire, elle est également perte de sens pour tout être social. Dans un univers social ouvrier où la définition des rôles sexuels est très marquée, ce sont principalement les hommes, exerçant « traditionnellement » une profession, tandis que les femmes prennent en charge l'espace domestique, qui paraissent pâtir de la précarisation du travail. Dans son étude, *Le Monde privé des ouvriers*, Olivier Schwartz [9] a en effet montré que le travail constitue « un fondement essentiel des légitimités masculines. Il est terrain d'accès à une forme de reconnaissance sociale ». La fierté du métier, de la connaissance de

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES EFFECTIFS SALARIÉS PAR SECTEUR REGROUPÉS SELON LA TAILLE DE L'ÉTABLISSEMENT							
Secteur	Année (31/12)	Nombre de salariés de l'établissement (en pourcentage)					total
		1-9	10-49	50-199	200-499	> 499	
Industrie	1975	6.3	16.6	22.7	18.8	35.6	100
	1985	9.2	20.0	23.6	18.2	29.0	100
	1996	11.8	23.3	25.3	17.6	22.1	100
Bâtiment, génie civil	1975	23.1	31.3	25.7	12.1	8.0	100
	1985	31.5	35.0	20.9	7.5	5.1	100
	1996	35.5	37.1	18.5	5.5	3.4	100
Tertiaire	1975	28.3	30.3	20.8	10.2	10.4	100
	1985	31.3	30.9	20.9	9.0	8.1	100
	1996	31.1	31.1	22.0	9.7	6.9	100
Ensemble	1975	18.4	24.6	22.2	14.1	20.7	100
	1985	23.2	27.3	21.9	12.1	15.4	100
	1996	26.1	28.9	22.6	11.6	10.8	100

Source : UNEDIC, d'après [5].

DES BACHELIERS À L'USINE

Dans 80 % au bac... et après? Stéphane Beaud étudie en profondeur le devenir scolaire et professionnel d'enfants d'ouvriers des usines Peugeot [11]. Il rend compte des espoirs de jeunes portés par la politique des « 80 % d'une classe d'âge au bac ». Du choix d'une filière générale à l'acculturation partielle au monde intellectuel via le lycée, de l'attachement au quartier d'origine à l'échec à l'université, ces jeunes s'insèrent difficilement sur le marché du travail, entre emplois-jeunes et usine, en déclassement objectif par rapport à leurs qualifications. L'extrait suivant indique bien l'ampleur des espoirs mis en l'école en même temps que le rejet de l'héritage ouvrier... et la déception qui a suivi : « Juin 1991 : Nassim, dix-huit ans, élève de première B, fils d'immigré algérien, un enfant du quartier Granvelle dans la région de Montbéliard (berceau historique des usines Peugeot), commente à l'intention de l'enquêteur son dernier sujet de dissertation de sciences sociales : " Malgré un accroissement de la mobilité sociale, la transmission du statut de génération en génération reste relativement rigide "... Franchement, il m'a écoeuré ce sujet, il m'a pas inspiré du tout... Ça m'a pas intéressé... Chacun fait ce qu'il veut, franchement. Si l'autre veut faire comme son père, il a le droit. Moi, je l'ai compris comme ça le sujet : en fin de compte ça veut dire à peu près "Tel père, tel fils!" Moi, je me suis dit : Non, pourquoi ça ! Tel père, tel fils ! Dans ma dissert j'ai fait le pour et le contre et, en conclusion, j'ai dit non. (Réfléchissant)... J'ai dit non, grâce à l'école en particulier [...] La chaîne, le bruit, la poussière, la saleté, ça m'intéresse pas, franchement. [...] Une machine, un robot... Oh, non ! Moi, il me faut un bon bureau, des papiers, un stylo, c'est mon rêve, ça. Même les copains, ils veulent pas, ils voudraient pas passer leur vie à l'usine. Avant on disait qu'il y avait que ça [l'usine], il n'y avait presque que ça. Maintenant, non... Maintenant il y a l'école pour nous aider à aller très haut [...] L'école, c'est le passeport... [...] La réussite, la réussite professionnelle, elle dépend beaucoup de l'école pour moi. En tout cas, dans ma dissert', c'est ce que j'ai dit..." [11]

Le sociologue a suivi le parcours douloureux de ces jeunes et, dix ans plus tard, l'auteur conclut qu'« en fait, les hiérarchies sont restées les mêmes, les processus de sélection (scolaire) ont tout simplement fonctionné de manière différée : les anciens « exclus de l'intérieur » du lycée de masse sont devenus des étudiants par défaut qui ont échoué en DEUG et se sont retrouvés à l'ANPE. Ils constituent un réservoir de main-d'œuvre sur les marchés du travail dits « transitionnels ». Une fois au travail, ces « opérateurs bacheliers » mettent en œuvre de multiples stratégies pour échapper au déclassement et s'efforcer de rester à la hauteur du titre scolaire conquis sinon de haute lutte, du moins à force d'abnégation. Le retour à l'usine est vécu douloureusement parce qu'il leur fait craindre une régression « intellectuelle » et l'enfermement dans une condition sociale qui leur est longtemps apparue comme « méprisable ».

l'outil de travail (connaissance pratique pour partie faite d'astuces, qui faisaient la grandeur de l'ouvrier de métier jusqu'aux années 60) est partie intégrante de l'identité masculine toute entière, à l'usine comme en dehors du

temps de travail, via certains loisirs. C'est fort justement que cet espace hors-usine a été nommé « travail à-côté » [10] : ni réel surplus de travail, ni revanche sur l'usine, la tenue d'un jardin potager, d'un petit élevage ou l'exercice d'une

« bricole » participent pleinement à l'expression des savoir-faire masculins qui font la culture ouvrière, et qui relient vie à l'usine et « vie à-côté » pour faire la condition ouvrière. Or, considérer qu'une main-d'œuvre n'a de prix qu'à travers sa docilité et son coût, comme le sous-entend plus ou moins explicitement le jeu des fermetures et délocalisations, c'est enlever aux ouvriers tout espace d'expression d'une compétence, à l'usine comme en dehors de celle-ci. Envisagés sous cet angle, les développements concomitants du chômage et du travail précaire – mais également la féminisation partielle du travail ouvrier et le nombre croissant de femmes employées, qui viennent modifier l'équilibre de l'espace domestique comme espace de reproduction biologique et culturel – entrent directement en conflit avec une culture ouvrière qu'ils marginalisent en perturbant ses soubassements.

CRISE DE LA REPRODUCTION FAMILIALE

La catégorie statistique « ouvriers » n'a cessé de s'appauvrir en effectifs depuis 1982 et, aujourd'hui, elle est inférieure en proportion à celle des employés (tableau 1). Néanmoins, si l'on se place non plus à l'échelle individuelle, mais à celle des ménages, un tiers des pères de familles sont ouvriers [2]. Et ce sont en fait 40 % des enfants qui sont aujourd'hui encore élevés dans un foyer

BULLETIN D'ABONNEMENT

Oui je m'abonne à Écoflash (10 numéros/an) au prix de 19 € • Bon à retourner à CNDP/Abonnement, B. 750, 60732 Sainte-Geneviève Cedex ou au CRDP de votre académie • Relations abonnés : 03 44 03 32 37 • Télécopie : 03 44 03 30 13

TITRE	CODE	PRIX		QUANTITÉ	TOTAL
		FRANCE	ÉTRANGER		
ÉCOFLASH	J	19 €	21,50 €		

Nom, prénom (écrire en majuscules)

Établissement

N° Rue, voie, boîte postale

Localité

Code postal

RÈGLEMENT À LA COMMANDE

• Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de l'Agent comptable du CNDP, ou à celui du CRDP de votre académie
• Par mandat administratif à l'ordre de l'Agent comptable du CNDP, CCP Paris – Code établissement 30041, code guichet 00001
n° de compte 09 137 23 H 020, clé 14
Nom de l'organisme payeur :

Signature et cachet de l'organisme payeur

Prix valables jusqu'au 31 juillet 2002

VENTE À L'UNITÉ 2,20 € • À la Librairie de l'éducation, 13, rue du Four, 75006 Paris • Dans les librairies des CRDP et des CDDP • Par correspondance à CNDP/Distribution, 77568 Lieusaint Cedex, ou au CRDP de votre académie

N° de CCP
Merci de nous indiquer le n° de RNE de votre établissement

où l'un des parents est ouvrier. Car c'est bien en se penchant sur la dimension familiale de la réalité sociale que l'analyse de la déstructuration du groupe ouvrier peut être la plus complète, en intégrant les dimensions de socialisation et de rapports entre générations. Ayant majoritairement toujours eu un rapport « réaliste » à l'école, dans le but d'en sortir rapidement leurs enfants avec une formation permettant une entrée rapide sur le marché du travail, beaucoup de familles ouvrières ont, pour un temps, été désorientées quant aux choix scolaires de leurs enfants. Les LEP sont devenus une voie de relégation, intériorisée comme telle par les principaux intéressés. Beaucoup d'élèves de milieux populaires qui s'en sortaient plutôt bien au collège ont préféré tenter leur chance dans les lycées des filières générales : ceux qui devenaient auparavant de « bons » élèves en LEP sont ceux qui personnalisent au lycée la dévalorisation du bac. Les années 90 voient ainsi le fort accroissement des effectifs des filières médico-social ou comptabilité, perçues par tous comme des « petits » bacs. Ce glissement des choix d'orientation tient, bien sûr, à la situation de crise et de précarisation de l'emploi des années 80, qui rétrécit le champ des possibles professionnels des enfants de milieux populaires et les incite à prolonger leurs études. C'est dire l'espoir mis dans le devenir scolaire des enfants lorsque l'école se « démocratise ». Stéphane Beaud relève cette soudaine prise de conscience de parents ouvriers : « Le lycée, c'est aussi pour nos enfants. » [11] Le rabaissement des métiers d'exécution trouvait en écho cet espoir de revanche sociale, complètement intériorisé par beaucoup de jeunes « nouveaux » lycéens (encadré p. 5). Espoir globalement déçu, puisque la sélection, auparavant effectuée au collège et lycée, s'est simplement faite à l'université, dans les filières dévalorisées. Pour ceux qui entrent à l'usine avec un bac en poche, « bénéficiant » du regain de forme de l'industrie

depuis la fin des années 90, la déception est mêlée d'un soulagement à en avoir enfin fini avec les études, à quitter un milieu où ils n'étaient pas réellement les bienvenus. Mais l'arrivée plus tardive et difficile dans l'univers professionnel a laissé des traces, principalement en rompant les voies anciennes de transmission d'une culture ouvrière. Dès lors, ce qui domine aujourd'hui dans cet univers social est un sentiment mêlé de « rage et de honte sociales » [12], fait d'isolements qui contrastent avec l'engagement militant des décennies précédentes, de divisions internes qui s'accroissent et ne sont plus fédérées par un sentiment d'appartenance à une classe commune. Des phénomènes collectifs apparaissent néanmoins, tel que le repli autour d'identités nationales tant françaises que maghrébines. La focalisation du débat intellectuel français autour des thématiques de l'exclusion et de l'immigration a occulté l'extinc-

tion de la classe ouvrière, alors que c'est en se penchant sur cette condition ouvrière refoulée que l'une et l'autre peuvent être le mieux comprises. L'exclusion du monde du travail a d'abord été celle des ouvriers et de leurs enfants ; les populations immigrées sont, dans leur immense majorité, ouvrières, puisque venues dans les années 70 pour répondre aux besoins de l'industrie. Et lorsque montent les scores du Front national, autoproclamé « premier parti ouvrier de France » avec réalisme, où lorsque le fondamentalisme islamiste attire certains membres des deuxièmes ou troisièmes générations d'immigrés d'origine maghrébine, on ne peut en réalité qu'y voir le signe du désarroi des légataires d'une classe ouvrière sans réel héritage.

NICOLAS RENAHY

SOCIOLOGUE À L'INSTITUT NATIONAL
DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Amossé Th. *L'espace des métiers de 1990 à 1999*. « Insee Première », juillet 2001, n° 790.
- [2] Maurin É. *L'Égalité des possibles : la nouvelle société française*. Paris : Seuil, 2002.
- [3] Chardon O. *Les transformations de l'emploi non qualifié depuis vingt ans*. « Insee Première », juillet 2001, n° 796.
- [4] Paugam S. *Le Salarié de la précarité*. Paris : Puf, 2000.
- [5] « *Les Dynamiques des PME. Approches internationales* ». Sous la dir. de Bruno Courault et Philippe Trouve. Paris : Puf, 2000.
- [6] Ghasarian C. *La « vanne » et la « pression »*. *Ethnographie d'un chantier de la région de Marseille*. « *Ethnologie française* », 1999, n° 4.
- [7] *Les nouvelles formes de domination dans le travail*. « *Actes de la recherche en sciences sociales* », septembre 1996, n° 144.
- [8] Beaud S., Pialoux M. *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*. Paris : Fayard, 1999.
- [9] Schwartz O. *Le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*. Paris : Puf, 1990.
- [10] Weber F. *Le Travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*. Paris : Ehes, 2001.
- [11] Beaud S. *80 % au bac et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*. Paris : La Découverte, 2002.
- [12] Beaud S., Pialoux M. *Pourquoi la gauche a-t-elle perdu les classes populaires ? Petit détour par l'histoire, À gauche !* Paris : La Découverte, 2002.

